

Liban, Biélorussie : l'incroyable culot du donneur de leçons Macron



« Loukachenko doit partir ! » : c'est par cette formule lapidaire que Macron a conclu un discours portant sur la situation en Belarus. Un chef d'état dont l'élection est contestée, et qui est harcelé pendant des semaines par la pression de la rue, cela ne vous rappelle rien ? Un président qui réprime les manifestations en usant et abusant de la force publique, au point d'être appelé à la modération, voire tancé par de nombreux chefs d'états du monde entier, cela ne vous rappelle toujours rien? Macron lui, ne semble voir aucune relation entre la situation de son collègue de Minsk, et ce qu'il a vécu durant six longs mois, la révolte de son peuple. Ou plutôt fait semblant de ne pas voir la similitude des situations comptant sans doute sur l'absence de mémoire de ses auditeurs : on nous a d'ailleurs déjà fait le coup avec les masques.

Au Liban, encore plus fort : « Le gouvernement a trahi son peuple, lui a menti ». « A sa place, j'aurai honte de moi-même »...

Il est déjà assez curieux de voir que les interpellations aux relents coloniaux de Macron ne déclenchent aucun procès en racisme et en ingérence, des mêmes grands prêtres de plateaux télé si prompts à s'indigner pour bien moins que cela. Mais de qui Macron se moque-t-il ? Il parle de menteurs, de traîtres, à propos des dirigeants du Liban : par rapport à lui, leur seul tort est de diriger un pays bien plus fragile et encore plus divisé que ne l'est la France. J'aurais bien aimé voir un Macron à l'œuvre à Beyrouth, je ne suis pas sûr du tout que le bilan eut été meilleur. Mais Macron enfonce le clou, pousse à un départ du gouvernement en place. Peut-être veut-il favoriser la coterie tapie dans l'ombre de son ami Bernard Mourad, qui œuvra au financement de sa campagne présidentielle, avant de se retrouver à la tête de la banque Merrill Lynch, un temps pressentie pour recevoir le dossier juteux de la privatisation de la Française des Jeux ?

Quand on a été élu à la faveur d'un complot juridico-médiatique, quand on a réprimé les gilets jaunes à coups de LBD, quand on a effectué mille manœuvres pour favoriser les groupes pharmaceutiques, les rachats de sociétés françaises par l'étranger, quand on gère la crise sanitaire en chassant un mensonge par un autre mensonge, au point de n'être plus écouté de personne, on devrait avoir la décence de rester le plus discret possible sur les affaires intérieures de pays étrangers. Ce n'est pas le cas de Macron : faire la leçon aux autres est une sorte de seconde nature. Mais peut-être croit-il que tout le monde a comme les Français la mémoire bien courte : il risque fort d'être déçu, une fois de plus, et d'être ramené à ses propres turpitudes...

Olivier Piacentini